



Déposé le
03-04-2015

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE



BULLETIN N° 66 - NOUVELLE SÉRIE - MARS 2015 - PRIX : 1 €

Nouvelle poussée du révisionnisme colonialiste à Béziers

L'inauguration de stèles rendant hommage aux partisans de l'OAS a commencé dès les années 60 et est devenue une spécialité de villes du sud de la France : Cagnes-sur-Mer, Perpignan...

Une nouvelle étape dans cet hymne aux vertus du colonialisme et aux criminels tortionnaires a été franchie par celui qui, appointé par la CIA à la tête de *Reporters sans Frontières*, pourfendait le régime cubain.

Ce samedi 15 mars, Robert Ménard, maire de Béziers, a débaptisé la *Rue du 19 mars 1962*, célébrant les accords d'Évian et la fin de la guerre d'Algérie, pour lui donner le nom de Hélié Denoix de Saint-Marc, condamné par la justice française pour avoir notamment pris part au putsch du quarteron des généraux du 21 avril 1961, qui échoua grâce à la mobilisation des soldats du contingent et au général De Gaulle.

Le candidat Robert Ménard avait présenté ce projet lors de sa campagne pour les municipales. Élu maire, il s'est empressé de le mettre en œuvre, opérant une relecture de l'Histoire visant à « effacer la honte du 19 mars 1962 » et à « saluer la mémoire d'un héros français ». Ces intentions réaffirmées en décembre devant des représentants de l'État comme l'évêque Jean-François Gavoury, président d'ANPROMEVO, Association nationale pour la Protection de la Mémoire des Victimes de l'OAS, n'ont pas suscité de réaction de la puissance publique. Que ce soit le discours ré-

visionniste, que ce soit la délibération (en Conseil municipal) légalement contestable, que ce soit l'inauguration avec discours potentiellement attentatoire aux principes et valeurs de la République, tous ces éléments qui déjà, séparément, ouvrent la voie à des recours, ont pu coexister sans l'ombre d'une menace d'une interdiction administrative.

Les associations se sont mobilisées contre cette inauguration ; plus d'une centaine d'entre elles ont appelé à une contre-manifestation pacifique, une pétition a recueilli plus de 3000 signatures, alors que le maire de Béziers surenchérisait en publiant sur le site internet de la ville un discours plongeant ses racines dans l'idéologie de l'OAS pour dire « non à la France métissée qu'on nous promet ». Il a fallu attendre le jour même de cette inauguration pour qu'une réaction officielle sous la forme d'une déclaration de Manuel Valls, dans un de ses discours de campagne électorale pour les départementales, condamne « la nostalgie, et notamment la nostalgie de l'Algérie française, (qui) n'apportera rien de bon ».

Il est toujours possible de refuser cette relecture de l'Histoire en signant la pétition.

http://www.petitions24.net/sauvons_le_nom_de_la_rue_du_19_mars_1962_de_beziers

Roxana
El Otro Correo



Un calicot :
« Toute une vie
de combats
pour
l'émancipation
de l'humanité »

Huit heures avec Henri





Bien visibles depuis toute la salle, ces quelques mots placés au dessus du portrait d'Henri nous aurons accompagnés tout au long de ce 25 octobre que l'ACCA et le PADS consacraient à Henri Alleg.

Sur l'estrade, une photo d'Henri et Gilberte. Celle-là même qui nous avait touchés au Père Lachaise puis à Palaiseau. Un écran au-dessus, où défilent en permanence des photos, des images, des extraits de films, des archives, des passages du très bon *Retour sur La Question* que notre Président préférait à tout autre en introduction aux nombreuses rencontres et débats auxquels il participait.

William Sportisse et Jean Salem président les deux tables rondes et rendent la parole à Henri, évoqué, raconté, cité, dans ses paroles, ses textes, ses anecdotes, par des intervenants depuis la tribune (voir le programme dans le n° 64 d'Agir) et par des amis dans la salle. Émotion, fraternité, communion dans les combats passés auxquels il

consacra sa vie entière et les combats futurs qu'il nous invite toujours à mener avec son éternel sourire, sa disponibilité, son écoute bienveillante mais aussi sa fermeté et sa force tranquille.

Une ambiance fraternelle dans l'assistance, le sourire d'Henri, les anecdotes, les souvenirs et la présence d'Henri avec notre belle exposition, ses livres proposés sur toute une table de la librairie « Envie de lire ». *La Question, Mémoire algérienne, Requiem pour l'oncle Sam, Le grand bond en arrière, Le Siècle du Dragon* et bien d'autres titres qui jalonnent la vie d'Henri Alleg, ses articles, ses reportages qui l'ont emmené dans de si nombreux pays.

Sans oublier l'exposition de Roxana, « Henri Alleg, un combattant de la liberté » qui retrace à travers ses écrits, livres et articles, le parcours du militant communiste anticolonialiste.

Plus de deux cents amis ont passé un moment ensemble, avec Henri.

Hervé Fuyet



Deux millions de Gazaouis assiégés, prisonniers de la politique d'apartheid israélienne

Le collectif Malakoff-Palestine pour la Paix dont l'ACCA est partie prenante, organisait le vendredi 13 mars une soirée présentant le voyage en Palestine de Corinne Migeon à l'automne 2014, avec un point sur la situation actuelle à Gaza par Amir Hassan, poète gazaoui. Corinne Migeon a retracé en commentant ses photographies, l'expérience que fut son voyage de douze jours via Tel-Aviv qui la mena à Jérusalem, Bethléem, Hébron, Haïfa, puis Jenine, Naplouse, Ramallah. Ses rencontres avec des associations locales et les habitants lui font réaffirmer « l'urgence à dire, l'urgence de dire ».

Le rappel du découpage de la Cisjordanie en trois zones selon les accords d'Oslo, de Jéricho Gaza et de Taba entre 1993 et 1995 montre que les 3,2 millions d'habitants dont 0,5 million de colons sur 5860 km² soient 563 habitants au km², connaissent des situations d'assujettissement croissant de la zone A à la zone C.

Corinne Migeon insiste sur le sort réservé à Gaza « une enclave où personne ne rentre » sauf des missions humanitaires très ciblées sous coordination des services militaires israéliens. Tout ce qu'elle a pu constater : les déplacements limités et sous contrôle, la multiplication des check-points, l'absence de droit au retour, la confiscation des terres, des maisons, une économie précarisée, rendue très dépendante des achats à Israël des denrées alimentaires, du matériel de construction, des semences agricoles, le problème de l'eau qu'un Pa-

lestinien paye 1 € le m³ quand un colon y accède pour 0,06 €, restreignant la consommation moyenne de l'un à 60 m³ quand l'autre en use 600. Toutes ces discriminations, les cinquante lois racistes évoquant l'apartheid, atteignent leur paroxysme à Gaza dont Amir Hassan dresse un état des lieux après les cinquante jours de l'offensive militaire israélienne de l'été 2014.

Interdit de retour dans son propre pays en vertu des règles édictées par Israël, il s'appuie sur les photos de presse pour raconter la ville en ruines, avec un accès restreint à l'eau mais aussi à l'électricité. Les frontières militaires sont fermées ; depuis quarante cinq ans

n'ont pu sortir et revenir chez eux que des personnes très malades pour recevoir des soins en ayant un permis de se rendre en Égypte ; pas plus de cent cinquante passages par jour ne sont accordés. 80 % des habitants sont en-dessous du seuil de pauvreté, 65 % des jeunes sont au chômage. Dans la bande de Gaza, les habitants survivent sur huit kilomètres entre les chars et les bateaux militaires, survolés par les avions militaires israéliens !

Le succès électoral de Benjamin Netanyahu le 17 mars 2015 a permis de réaffirmer avec force le refus de toute reconnaissance d'un État palestinien. Le sort de Gaza dépend plus que jamais de la solidarité internationale. **R.**



La France en guerre ?

C'est à la conférence de Berlin, il y a cent trente ans, en 1885, que les grandes puissances européennes se partagèrent l'Afrique. Avec l'invasion, l'occupation, le pillage, les massacres et les crimes qui en résultèrent.

Après la seconde guerre mondiale, l'écrasement du fascisme, la naissance d'un camp socialiste et l'émergence d'un nouveau rapport de force à l'échelle internationale, les pays colonisés arrachèrent enfin leur indépendance officielle souvent au prix de luttes et de sacrifices héroïques.

Mais les impérialistes n'ont pas renoncé pour autant à contrer les idées progressistes, les options socialistes parfois mises en œuvre. Ils s'employèrent à favoriser le fanatisme religieux pour contrer les idées progressistes et le socialisme athée.

En Algérie, où les mosquées se sont multipliées, le GIA (qui avait pignon sur rue à Londres et dans de nombreuses capitales occidentales) assassine des dizaines de milliers de personnes en ciblant surtout les militants progressistes, obligeant nombre d'entre eux à quitter le pays pour éviter la mort.

En Afghanistan où un nouveau gouvernement progressiste avec des communistes s'efforçait de mettre en œuvre le développement et le progrès social, l'impérialisme organise la rébellion et le terrorisme, des USA et des pétro-monarchies du Moyen-Orient les financements abondent. Les armes les plus modernes, les plus sophistiquées permettant d'abattre hélicoptères et avions par exemple furent abondamment fournies par les USA.

Ici, les principaux moyens d'information multiplièrent les éloges sur les vaillants "moudjahidines" locaux et tous leurs renforts dé-

ployés et recrutés dans le monde entier pour aller soutenir Ben Laden. Mais une fois encouragé le développement du fanatisme religieux il s'avère difficile de contrôler le monstre ainsi créé. Aujourd'hui, le soi-disant État Islamique (EI) multiplie les crimes au Moyen-Orient, en Afrique et organise des attentats jusque dans les pays occidentaux.

Nos gouvernants prétendent être en guerre contre le terrorisme mais sont alliés de ses principaux soutiens financiers : les pétro-monarchies du Golfe. Il est vrai que dans cette situation, la France a un prétexte pour l'intervention des armées françaises intégrées à l'Otan en Afrique et au Moyen-Orient. Cela contribue aussi au développement du commerce des armements (+ 42 % pour la France en 2013), nos gouvernants sont devenus des représentants de commerce pour placer à l'étranger ces armements, y

compris les rafales du député avionneur UMP Dassault.

La France est aujourd'hui la première puissance étrangère militairement présente en Afrique et deuxième au Moyen-Orient derrière les USA. Il est urgent de changer de politique et de méthode. En finir avec ces actions à la remorque des USA avec l'OTAN et qui marginalisent l'ONU.

Combattre le terrorisme de l'EI suppose en premier lieu de dénoncer ceux qui les financent et obtenir qu'ils arrêtent immédiatement leur soutien. Cela suppose de permettre à l'ONU de jouer son rôle pour le règlement négocié des conflits.

L'ACCA a bien raison de dénoncer les interventions militaires en Afrique et ailleurs, interventions ruineuses pour notre pays et criminelles pour bien des peuples.

André Espi et Jean Clavel

RAPPEL

Les cartes 2015 de l'ACCA ont été adressées à nos adhérents début janvier.

En février, les deux tiers d'entre eux ont déjà réglé (parfois généreusement) leur cotisation.

Et vous ?

Extraits de courriers

"Bonjour, je suis le fils d'Andrée (hélas proche de la fin de sa vie) et Larbi Braik. Mes parents ont bien connu Henri Alleg. Bonne réception ..."

"Merci pour ma carte d'adhérent et celle de maman. Je reste très attaché à tout ce qui peut me rattacher à mon père, Jules Molina"

LUCIEN HANOUN, MILITANT ANTICOLONIAL, FÊTE SES 100 ANS



(3^e partie)

Son parcours militant, de la fin de la Seconde guerre mondiale...

« Je suis devenu communiste pendant mes études en France ; j'ai été mobilisé en France où j'ai passé toute la guerre, coupé de l'Algérie. Quand je suis revenu en Algérie, j'ai passé quelques années à enseigner loin d'Alger, j'étais prof à Sidi-bel-Abbès puis à Boufarik avant de revenir à Alger où j'enseigne à partir de 1949 ; jusque-là je ne suis pas formé en tant que militant à la lutte pour l'indépendance, il a fallu que je me rapproche d'Alger pour devenir actif, et entrer au journal *Liberté* qui est le journal du Parti communiste algérien ; j'en ai fait partie, mais tout en continuant à enseigner j'étais chargé de la dernière page qui était culturelle.

Alger républicain c'est le journal du département d'Alger qui est immense, comportant trois départements dont toute la partie saharienne. Il y a aussi un *Oran républicain* à Oran, et il y a un journal du Constantinois. *Alger républicain* prend parti pour les Algériens, le 8 mai 1945, quand la révolte est matée dans le sang par le gouvernement colonial alors que c'est la fête de la victoire sur l'hitlérisme. Il devient dès lors le journal que les Algériens attendent, avec des correspondants et des journalistes pour raconter les révoltes et les mouvements sociaux, faisant aussi connaître toutes les luttes d'indépendance. Quand les autorités coloniales vont commencer à vouloir empêcher la

parution et la diffusion du journal *Alger républicain*, il sera transporté par des militants du parti dans les trains avant d'être interdit en 1954. »

... aux prémisses de la lutte pour l'indépendance

« Pendant toutes les années qui vont suivre mon retour en Algérie, je suis toujours enseignant et responsable syndical et je milite à côté de la Casbah. En tant que secrétaire de section je suis sollicité par la Casbah ; nous venons avec les journaux, nous avons un contact qui est un peu difficile parce que nous ne parlons pas arabe, je ne connais que quelques mots, et quand on traverse la Casbah il vaut mieux connaître l'arabe, d'autant plus qu'elle est entre des mains politiques qui ne sont pas communistes, mais algériennes : il y a un parti nationaliste qui pose tout de suite la question de l'indépendance mais pendant longtemps nous ne les soutenons pas.

En 1946, il y a une participation au parlement en Algérie des responsables du PPA, Parti du peuple algérien, devenu le MNA, Mouvement national algérien et de l'UDMA, l'Union démocratique du Manifeste algérien, le parti de Ferhat Abbas qui ont des députés et déjà posent la question mais qui n'est pas entendue, de l'indépendance de l'Algérie qu'à l'époque le PCA et le PCF ne soulèvent pas.

En 1947, quand je viens à Alger pour des vacances, j'entends parler de défilé nationaliste qui crie « Indépendance » ; je suis étonné et je n'en mesure pas l'importance alors que le problème est déjà posé dans les masses par les nationalistes. Messali Hadj, fondateur du PPA, réclame dès 1927, l'indépendance pour l'Algérie. Il avait une avance folle sur la politique du Parti communiste algérien qui se crée en 1936. L'UDMA de Ferhat Abbas, parti bourgeois qui, après avoir mis en avant différentes solutions

n'ayant rien à voir avec l'indépendance de l'Algérie, se tourne vers Messali Hadj et met en avant après 1945, les mots d'ordre de la revendication d'indépendance de l'Algérie.

La Direction du PCF est consciente que le problème sera vite posé. André Marty, très proche de la Direction de l'Internationale communiste, quand il vient en Algérie en 1947, entend les communistes parler et est conscient de cette revendication d'indépendance. Henri Alleg est alors le Directeur d'*Alger Républicain* et membre du Bureau politique du PCA après avoir été aux Jeunesses communistes algériennes tout comme William Sportisse. Je n'étais pas moi-même à ce niveau du PCA, j'étais secrétaire de section, membre du Bureau fédéral mais je ne suis pas allé plus loin.

La clandestinité, c'est à partir de 1954, le 1^{er} novembre, quand les Algériens prennent les armes. Il faut alors se camoufler. Le peuple algérien était acquis à la lutte, chacun participait à sa façon, mais les arrestations viennent vite et l'envoi dans des camps de tous ceux qui s'étaient fait connaître, dont moi. Je me suis retrouvé à Lodi avec André Espi, Justrabo, qui était lui-même délégué à l'Assemblée algérienne et maire de Sidi-bel-Abbès et sera de nouveau élu après la lutte armée par des Européens alors qu'il est toujours communiste. Il y avait donc dans la lutte politique la possibilité de se faire comprendre par la partie européenne la plus rétive. C'est aussi en 1954 qu'Henri est arrêté alors qu'il allait chez Maurice Audin. Il a alors écrit *La Question* qui est très vite connue comme témoignage sur la torture et permet une prise de conscience de ce qui se passe en Algérie. »

Roxana

(Suite et fin de cet entretien dans le prochain numéro d'Agir)

Hommage à Henri Martin

Henri Martin est décédé le 17 février dernier.

Né en 1927, il participe à 17 ans à la libération de la France dans les rangs des Francs-tireurs et Partisans Français (FTP).
Ouvrier métallurgiste, sorti du maquis, il s'engage dans la Marine pour poursuivre la guerre contre le Japon en Indochine. Mais très vite il constate les réalités de la guerre coloniale contre tout un peuple, n'épargnant ni les femmes ni les enfants. Très vite il se sent solidaire du peuple vietnamien et de sa lutte pour son indépendance. Il demande en vain la résiliation de son contrat d'engagement. De retour en France en 1947, il est affecté à l'arsenal de Toulon où il mène la lutte politique contre la guerre coloniale en Indochine, prend secrètement contact avec la Fédération du PCF, rédige et distribue des tracts contre la sale guerre.

Arrêté, il est condamné à cinq ans d'emprisonnement à la suite d'un procès truqué (on veut le condamner pour sabotage !...).

Le peuple français se révolte ; il devient le symbole de la lutte contre la guerre coloniale du Viet-nam avec Raymonde Dien. Une pièce de théâtre, des poèmes, des chansons soutiennent leur courageux combat anticolonialiste. Henri Martin est libéré après trois ans et demi de prison. Par la suite toute sa vie il a continué son combat contre le colonialisme, pour la libération des peuples. Communiste, il a défendu les soldats qui se sont opposés à la guerre coloniale d'Algérie. Il est devenu avec Madeleine Riffaud un ami très cher du peuple vietnamien. Récemment il s'est prononcé pour la reconnaissance par le gouvernement des États-Unis de l'emploi de l'agent orange qui continue de faire des victimes tous les jours et de la nécessaire indemnisation des victimes vietnamiennes.

C'est tout naturellement qu'il faisait partie du Conseil national de l'ACCA (Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui) et de tous nos combats pour la liberté des hommes et des peuples.

Dans les dernières années de sa vie, il porta un regard sévère sur l'évolution de son parti. Il était très proche d'Henri Alleg avec lequel on le voit parmi d'autres militants devant le stand de l'ACCA à la fête de l'Humanité en 2010 (photo ci-contre).

Avec Henri Alleg, il restera une figure historique du combat anticolonialiste du peuple français.

Cher camarade et ami, nous saluons fraternellement et affectueusement ta mémoire et nous assurons ta famille que nous continuerons ton combat émancipateur.

Pour le Bureau : **Alban Liechti**



René Vautier (1928-2015)



René Vautier avec sa fille Moïra

René Vautier est décédé le dimanche 4 janvier à l'âge de 86 ans.

René Vautier était à l'avant-garde du combat anticolonialiste, et c'est tout naturellement qu'il a adhéré de longue date à notre Association et qu'il faisait partie de notre Conseil national. C'était un cinéaste d'avant-garde, et le pouvoir a toujours essayé de le réduire au silence : grenades à tir tendu pendant les manifestations, décrets Pierre Laval sur les colonies et visa de censure, mais aussi la prison et les destructions de bobines. Pendant la guerre d'Algérie, l'armée française lui a carrément tiré dessus, lui laissant le souvenir d'un morceau de caméra dans la tête. Des balles contre des images ! René Vautier a défié la censure toute sa vie, jusqu'à faire tomber le principe de visa de censure politique en France (après sa grève de la faim en 1973).

Mais la censure économique a remplacé la censure politique. Il est allé en Algérie après l'indépendance pour aider les jeunes cinéastes algériens. A son retour d'Algérie, il avait encore choisi les chemins de traverse en produisant et en diffusant ses « images sans chaînes » sous forme coopérative (l'UPCB) grâce à des souscriptions et des « réseaux parallèles » de diffusion. Malgré toutes les difficultés rencontrées, René Vautier laisse une œuvre cinématographique très originale, des films sensibles, des films drôles, des films militants, des films anticolonialistes engagés. Personne n'a tourné autant que lui. On l'a repéré dans environ 180 projets depuis la grande lutte des mineurs de 1948. Beaucoup d'images ont été détruites ou perdues. Malgré son prix à Cannes en 1972 pour son excellent film *Avoir 20 ans dans les Aurès*, d'autres projets de fictions n'ont jamais pu voir le jour. Mais à chaque mètre de pellicule retrouvée, René Vautier prend toute son ampleur dans l'histoire du cinéma engagé. A voir son film *Afrique 50* de défense des colonisés africains, et son dernier film avec sa fille Moïra, *Histoire d'images et images d'histoire*.

Nous te saluons René et nous continuons le combat pacifique et émancipateur.

Tes amis et camarades

